

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 1er décembre 2023

CDDG(2023)22

**COMITÉ EUROPÉEN SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

**18e réunion
Strasbourg, 23-24 novembre 2023**

RAPPORT ABRÉGÉ DE LA RÉUNION
Adoptée le 24 novembre 2023

www.coe.int/cddg

Lors de sa 18e réunion plénière (23-24 novembre 2023, Strasbourg), le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG), présidé par Paul Rowsell (Royaume-Uni) :

1. adopte l'ordre du jour de la réunion ;
2. entend des informations de la part du président, y compris en ce qui concerne sa récente lettre à tous les membres du CDDG (voir Annexe 1) à l'occasion de cette dernière réunion et prend note du rapport de la 25e réunion du Bureau du CDDG (tenue les 19 et 20 octobre 2023) ;

Suites du quatrième sommet

3. tient un échange de vues avec l'Ambassadrice Svetlana Geleva, Présidente du GR-DEM ; Mathieu Mori, Secrétaire Général du Congrès ; et Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, sur les suites données au quatrième Sommet du Conseil de l'Europe et l'impact sur les activités et structures du Secrétariat;
4. prend note, dans ce contexte, qu'à partir du 1er janvier 2024, avec l'adoption des mandats pour la période 2024-2027 et l'approbation du programme et du budget de l'année prochaine, le CDDG cessera d'exister, un nouveau Comité directeur sur la démocratie (CDDEM) sera créé et les réformes internes du secrétariat comprendront un déplacement du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance de sorte que celui-ci fasse partie des structures du Congrès tout en étant directement sous la responsabilité du Comité des Ministres. Le Secrétaire Général du Congrès assure les membres du CDDG que le Centre conserverait son indépendance et que « rien ne changera » en termes de fonctionnement. Ces réformes permettront de rationaliser les activités liées à la gouvernance locale ;
5. exprime l'espoir, dans ce contexte, que le CDDEM pourra s'appuyer sur l'héritage du CDDG et que les activités qui se sont avérées fructueuses, telles que le label ELoGE et les évaluations par les pairs - menées jusqu'à présent en étroite coopération entre le CDDG et le Centre d'expertise - seront poursuivies en collaboration entre le Centre et le CDDEM ;

Plan de travail 2023

6. examine et approuve
 - le projet de rapport sur la gouvernance multiniveaux et
 - le projet de rapport sur l'administration publique verte (avec quelques amendements),
 préparés respectivement par le groupe de travail sur la gouvernance (GT-G) et le groupe de travail sur l'administration publique verte (GT-A), avec l'aide d'experts- consultants;
7. convient de rendre accessibles en ligne les recueils de réponses aux questionnaires utilisés pour les deux rapports, et invite les membres ne souhaitant pas que leurs réponses soient incluses, ou souhaitant soumettre des corrections à ces dernières, à en informer le Secrétariat d'ici le 1^{er} décembre 2023 ;
8. dresse un bilan, à la lumière d'un document du Secrétariat, des activités du CDDG menées et achevées à la fin de la première moitié de l'actuel mandat quadriennal 2022-2025 ; note avec satisfaction que la plupart des tâches générales ont été abordées et que cinq des huit tâches spécifiques auront déjà été mis en œuvre à la clôture de la réunion avec l'adoption des deux rapports susmentionnés ;

9. prend note d'un document supplémentaire (CDDG(2023)14 addendum) compilant les réalisations du CDDG depuis sa création en 2014 (voir liste en Annexe 2);

10. entend des informations de la part des membres concernant l'utilisation, la mise en œuvre, la diffusion et la traduction de la Recommandation (2023)5 sur les principes de bonne gouvernance démocratique (et son exposé des motifs) et de la Recommandation (2023)6 sur la démocratie délibérative, toutes deux adoptées lors de la 1473^{ème} réunion des Délégués des Ministres du 6 septembre 2023;

Partager l'expérience pour promouvoir la bonne gouvernance démocratique

11. tient un échange de vues avec Arbjan Mazniku, ministre d'État pour les pouvoirs locaux de l'Albanie, sur la gouvernance locale et les réformes de décentralisation menées au cours des 10 dernières années avec le soutien du Centre d'expertise et les changements futurs prévus pour la relation de gouvernance multiniveaux entre gouvernement central et pouvoirs locaux. Ces changements ont été motivés par l'intégration à l'UE, l'impact de l'augmentation du tourisme sur les infrastructures municipales et la nécessité d'améliorer les services au niveau local ; ils ont également été motivés par la nécessité de faire face à l'urbanisation croissante et d'améliorer les capacités et les compétences des employés municipaux ;

12. tient un échange de vues avec M. Vitaliy Bezhin, membre du Parlement ukrainien, président de la sous-commission sur l'organisation administrative et territoriale et l'autonomie locale (commission parlementaire sur l'autonomie locale, le développement régional et l'urbanisme) sur les développements récents des réformes territoriales et administratives dans le contexte de la guerre, y compris la coopération avec le Centre d'expertise ; le CDDG réitère son soutien à l'Ukraine ;

13. entend et discute une présentation sur les Principes d'administration publique récemment révisés et mis à jour de l'OCDE-SIGMA, par Bianca Brétéché, chère adjointe du programme SIGMA ;

14. assiste à d'autres rapports du vice-ministre de l'administration territoriale et des infrastructures d'Arménie ainsi que des délégués de Belgique (Flandres), de Chypre, de Finlande et d'Italie sur les développements concernant en particulier l'état actuel des réformes territoriales et administratives (fusions de municipalités, décentralisation), le fonctionnement de la gouvernance multi-niveaux, et les projets mis en œuvre en coopération avec le Centre d'expertise ;

15. Alexander Balthasar, vice-président pour l'Europe occidentale de l'Institut international des sciences administratives (Bruxelles), sur les activités de l'IIAS, y compris les coopérations possibles avec des activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance ;

Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur le vote électronique et des lignes directrices du Comité des Ministres sur l'utilisation des TIC

16. entend et discute une présentation de Rasto Kuzel, expert du Conseil de l'Europe, sur les résultats du questionnaire et de la conférence intitulée "Vote électronique et utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les élections: faire le point et aller de l'avant" du 16 juin 2023 ; prend note, dans ce contexte, de la nécessité pour les futurs examens d'utiliser éventuellement davantage d'études de cas et d'examiner les défis spécifiques liés à l'intelligence artificielle ;

17. reçoit des informations complémentaires du Secrétariat sur la prochaine conférence « Rôle du Centre de formation électorale » (Strasbourg, 28-29 novembre) avec la participation d'un certain nombre d'experts nationaux et d'acteurs du Conseil de l'Europe s'occupant de questions électorales ;

Plateforme d'accréditation du Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE)

18. prend note des informations fournies par le président sur la réunion de la plateforme d'accréditation ELoGE (20 octobre 2023) et du règlement intérieur adopté à cette occasion ;

19. examine et approuve le projet de règlement révisé qui a été préparé par la plateforme ELoGE ;

20. entend et examine les informations fournies par le Secrétariat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme ELoGE en 2023 ; note avec satisfaction l'augmentation continue du nombre d'États participant au programme ELoGE ; prend note de la mise à jour du référentiel ELoGE reflétant l'adoption de la Recommandation (2023)5 sur les principes de bonne gouvernance démocratique, d'un nouveau projet de guide ELoGE et d'un nouvel outil ELoGE en ligne ;

Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance

21. entend un état des lieux général des activités du Centre, des boîtes à outils et des projets de coopération, tels que compilés dans le rapport d'activité annuel du Centre pour 2023, et note avec satisfaction que le soutien du Centre est très apprécié et loué par les délégations ;

Activités du Comité des Ministres et d'autres organes du Conseil de l'Europe

22. procède à un échange de vues avec Jānis Kārkliņš, ambassadeur de Lettonie, et avec la délégation lettone, sur les activités et les réalisations de la récente présidence lettone du Comité des Ministres (mai-novembre 2023) ; reçoit des informations complémentaires de la part du Secrétariat sur les priorités de la présidence actuelle du Lichtenstein (novembre 2023-mai 2024) et du membre de la délégation lituanienne sur les éventuelles priorités futures de son pays ;

23. reçoit des informations du Secrétariat sur la récente 11^{ème} édition du Forum Mondial de la Démocratie (6-8 novembre 2023), soutenue par le CDDG parrainant avec la région française Grand Est un *forum talk* sur la contribution de la coopération transfrontalière à la construction de la paix et de la démocratie, ainsi que des informations sur la première consultation de la Secrétaire générale avec la société civile, tenue le 15 septembre ;

24. tient un échange de vues avec Gerhard Ermischer, Président de la COING, sur les réalisations en 2023 et les priorités générales actuelles du Conseil de l'Europe concernant la participation et le rôle de la société civile après le Quatrième Sommet ;

25. tient un échange de vues avec Kristian Bartholin, secrétaire du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI), sur l'état d'avancement de l'élaboration d'une convention-cadre sur l'intelligence artificielle, et a noté avec satisfaction que les récentes suggestions formulées par le CDDG étaient prises en compte dans le projet ;

Rapporteurs du CDDG

26. entend un point actualisé des rapporteurs sur l'intégration de la dimension de genre;

Autres points

27. tient à remercier toutes celles et ceux, en particulier les ministres des États membres qui se sont adressés au comité, les ambassadeurs et les fonctionnaires des États, ainsi que le secrétariat qui, au cours de ces dix années, ont soutenu et contribué aux travaux du comité et lui ont permis d'obtenir des résultats significatifs dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance aux niveaux national, régional et local.

ANNEXE 1
Lettre du Président au CDDG



Department for Levelling Up,
Housing & Communities

Paul Rowsell CBE
*Department for Levelling Up, Housing and
Communities*
2nd Floor, Fry Building
2 Marsham Street
London SW1P 4DF

Email: _____
Mobile:

21 November 2023

Dear Colleagues,

As Chair of the CDDG I am writing to let you know that this week's meeting of the Committee is particularly important. As you may have heard from your Permanent Representative, this will be the last meeting of the CDDG before it is replaced from 1 January 2024 by a new Committee – the Steering Committee on Democracy (CDDEM) - which we expect the Committee of Ministers formally to approve later this week.

The aim of this reform is to give even greater prominence post the Reykjavik Summit to Democracy as one of the three fundamental pillars of the Council of Europe – Democracy, Human Rights, and the Rule of Law. At this week's CDDG meeting we will hear about the role of the new CDDEM, complete certain significant pieces of work which the CDDG has been undertaking, and have an opportunity to celebrate the CDDG's achievements perhaps the most important of which was to lay the foundations on which the Reykjavik Principles on Democracy have been developed.

The new CDDEM's expected role can be summarised as to steer the Council of Europe's intergovernmental work in the field of democracy, and to develop common policy responses and standards, as well as tools, to strengthen democracy, its institutions and processes and good governance at all levels – national, regional and local. We expect at this week's CDDG meeting we will see the Terms of Reference for the new CDDEM as adopted by the Committee of Ministers.

There is an exciting future. Working together in the CDDEM the representatives of member States are expected to have the opportunity of assisting States to address issues potentially undermining democracy at any level and constraining civil society participation, and of helping to make democracies more resilient, including through supporting good governance reforms. It is expected there will be particular opportunities for assisting Ukraine in the recovery and reconstruction of democratic institutions and governance.

Early in the New Year each member State will be invited to designate one or more representatives to the new CDDEM. As always, the Council of Europe will bear the travel and subsistence expenses of one representative from each member State – or two in the case of the State whose representative has been elected Chair.

I look forward to meeting you all on Thursday and to your active participation in the meeting.

I am copying this letter to Ambassador Svetlana Geleva (North Macedonia Permanent Representative and Chair of GR-DEM), Ms Marja Ruotanen (Council of Europe: Director General of Democracy and Human Dignity), Ms Claudia Luciani (Council of Europe: Director of Human Dignity, Equality and Governance), Mr Daniel Popescu (Council of Europe: Head of Department of Democracy and Governance), Ms Alina Tatarenko (Council of Europe: Head of the Democratic Governance Division), and Ambassador Sandy Moss (United Kingdom Permanent Representative).

Yours Sincerely

A handwritten signature in black ink that reads "P. Rowsell". The signature is written in a cursive style with a horizontal line underneath the name.

Paul Rowsell

ANNEXE 2

Vue d'ensemble des réalisations du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) Avril 2014 (1^{ère} réunion) - Novembre 2023 (18^e réunion)

Site web : [Comité européen sur la démocratie et la gouvernance \(CDDG\) - Bonne gouvernance \(coe.int\)](https://www.coe.int/t/e/commeng/CDDEG/CDDEG.aspx)

Six instruments juridiques préparés par le CDDG

[Normes de gouvernance démocratique - Bonne gouvernance \(coe.int\)](#)

- CM/Rec(2023)5 - Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les **principes de bonne gouvernance démocratique** et son exposé des motifs
- CM/Rec(2023)6 - Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la **démocratie délibérative**
- CM/Rec(2022)2 - Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la **redevabilité démocratique** des représentants élus et des organes électifs aux niveaux local et régional
- CM/Rec(2019)3E - Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur le **contrôle des actes des collectivités locales**
- CM/Rec(2018)4 - Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la **participation des citoyens** à la vie publique au niveau local
- Annexe révisée au Protocole 3 de la Convention-cadre de Madrid sur la **coopération transfrontalière** (2015)

Huit rapports, lignes directrices et documents politiques

- Rapport sur la gouvernance multiniveaux (2023)
- Rapport sur l'administration publique verte (2023)
- Rapport sur la démocratie délibérative (2023)
- CM(2022)10 Lignes directrices du Comité des Ministres sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les processus électoraux dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
- CM(2020)27 Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur l'éthique publique
- CM(2017)83 Lignes directrices sur la participation civile aux décisions politiques
- Rapport spécial sur la gouvernance démocratique et la COVID-19
- Recueil des textes les plus pertinents du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie (2016), préparé par le Secrétariat du CDDG sous la supervision du CDDG, à la demande du Comité des Ministres

Participation et contribution aux travaux d'autres instances du Conseil de l'Europe

- Participation au comité d'experts ad hoc sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques pour le **vote électronique** (rédaction de la recommandation sur le vote électronique)
- Organisation d'examens réguliers de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur les normes pour le **vote électronique**, en coopération avec la Division des élections et de la démocratie participative et la Commission de Venise.
- Participation régulière aux travaux du comité sur l'**intelligence artificielle** (CAI), contribution à la préparation de la convention sur l'intelligence artificielle
- Commentaires réguliers sur les recommandations du Congrès et de l'Assemblée parlementaire, à la demande du Comité des Ministres

Partage d'expérience et promotion des normes européennes

- Service de réponse rapide : 54 demandes d'États membres ont été traitées, sur des sujets tels que les réformes administratives et territoriales, les élections, la modernisation des services publics ;
- Examens par les pairs : Les membres du CDDG de 30 États membres ont participé à 24 évaluations par les pairs organisées par le Centre d'expertise, sur la préparation et la mise en œuvre des réformes de la gouvernance à multiveaux ;
- Contributions au Forum mondial pour la démocratie : Le CDDG a parrainé le *forum talk* du Forum "Construire la paix et la démocratie par-delà les frontières" (2023), et celui sur "La délibération : un booster pour la démocratie" (2022) ; organisation d'une table ronde en ligne "La démocratie est-elle la clé pour garantir la paix ?" (mars 2023) ;
- Conférence internationale sur la gouvernance démocratique et la démocratie délibérative, organisée conjointement avec le ministère lituanien de l'intérieur et le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance à Vilnius (novembre 2023) ;
- Conférence sur la bonne gouvernance démocratique à Grado, Italie, en coopération avec le CEGG, l'AICCRE et le FVG (novembre 2023) ;
- Conférence spéciale sur la démocratie et la gouvernance et la COVID-19 (juin 2020)
- Conférences sur la coopération transfrontalière avec la présidence croate à Dubrovnik (2018) et avec la présidence hongroise à Budapest (2021)
- Conférence sur la gouvernance démocratique des zones métropolitaines (Thessalonique, octobre 2017)
- Conférence sur "La coopération intercommunale et la bonne gouvernance : Chypre et l'expérience européenne" (février 2017, Nicosie, Chypre), en coopération avec le Centre d'expertise et la présidence chypriote ;
- Ateliers sur la démocratie électronique en Belgique et en Hongrie (avril-mai 2015).
- Échanges de vues réguliers et avec divers partenaires travaillant sur la gouvernance et la démocratie, notamment : Congrès, Assemblée parlementaire, Conférence des OING ; UE ; ONU ; Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) ; OCDE, SIGMA ; The Economist Intelligence unit ; International IDEA ; Comité politique de la Regional Studies Association (Royaume-Uni) ; Université des sciences appliquées (Kehl, Allemagne) ;
- Échanges de vues réguliers avec les membres du gouvernement et les hauts fonctionnaires : lors de chaque réunion plénière du CDDG.

Pilotage ELoGE
(Le label européen d'excellence en matière de gouvernance)

- La plateforme d'accréditation ELoGE, composée des membres du Bureau du CDDG et présidée par le Président du CDDG, ainsi que des représentants de la COING, du Congrès et de l'Assemblée parlementaire, s'est réunie régulièrement une ou deux fois par an et a délivré les accréditations ELoGE à des plateformes nationales dans 20 États membres.

Coopération avec le Centre d'expertise (CEGG)

- Pilotage des activités du CEGG
- Participation à 24 évaluations par les pairs
- Participation aux projets et activités organisés par le CEGG dans 25 États membres
- Boîtes à outils et matériel de formation du CEGG inspirés des normes produites par le CDDG
- Coopération pour la mise en œuvre et la promotion d'ELoGE

News du CDDG et du CEGG : [Salle de presse sur la gouvernance démocratique - Bonne gouvernance \(coe.int\)](#)

Dirigeants de haut niveau ayant pris la parole lors des réunions du CDDG

- Albanie : M. Bledar Çuçi, Ministre d'Etat pour le gouvernement local
Mme Milena Harito, ministre d'État chargée de l'innovation et de l'administration publique
M. Arbjan Mazniku, ministre d'État chargé des collectivités locales
Mme Romina Kuko, vice-ministre de l'intérieur
- Arménie : M. Vache Terteryan, vice-ministre de l'administration territoriale et des situations d'urgence
- Croatie : M. Lovro Kuščević, ministre de l'Administration publique
M. Ivan Malenica, ministre de l'Administration publique
- Finlande : M. Jari Partanen, secrétaire d'État, ministère des finances
- Géorgie : Mme Mzia Giorgobani, vice-ministre du développement régional et de l'infrastructure
M. Tengis Shergelashvili, vice-ministre du développement régional et de l'infrastructure
- Allemagne : M. Markus Richter, secrétaire d'État et commissaire fédéral aux technologies de l'information, ministère fédéral de l'intérieur, de la construction et de la communauté
- Grèce : M. Nikos Chardalias, vice-ministre de la protection civile et de la gestion des crises
M. Panagiotis Skourletis, ministre de l'intérieur
Mme Georgia Valatsou, secrétaire générale permanente, ministère de l'intérieur

Irlande : M. Phil Hogan, ministre de l'environnement, de la communauté et du gouvernement local

Lettonie : Agnese Geduševa, Secrétaire parlementaire, Ministère de la protection de l'environnement et du développement régional

Malte : Mme Alison Zerafa Civelli, Secrétaire parlementaire chargée des collectivités locales, Malte

Macédoine du

Nord: Mme Slavica Grkovska, Présidente adjointe du gouvernement en charge des politiques de bonne gouvernance de la Macédoine du Nord
M. Damjan Manchevski, ministre de la société de l'information et de l'administration

Norvège : Mme Grete Ellingsen, secrétaire d'État, ministère de l'administration locale et de la modernisation

République de

Moldova : M. Sergiu Ceaus, Secrétaire d'Etat adjoint du gouvernement
M. Dumitru UDREA, secrétaire général du gouvernement,
M. Valentin Guznac, secrétaire général adjoint du gouvernement

Roumanie : Mme Alexandra-Luminita Petrescu, secrétaire d'État au ministère de la consultation publique et du dialogue civil

Slovénie : M. Nejc Brezovar, vice-ministre, ministère de l'administration publique
Mme Renata Zatler, secrétaire d'État, ministère de l'administration publique

Suède : M. Oscar Waglund Söderström, secrétaire d'État à l'UE, aux consommateurs et à la démocratie

République

Slovaque : M. Ján Lazar, secrétaire d'État, ministère de l'intérieur
M. Vendelín Leitner, secrétaire d'État, ministère de l'intérieur

Ukraine : M. Hennadiy Zubko, vice-premier ministre
Mme Oleksandra Azarkhina, vice-ministre des communautés, des territoires et du développement des infrastructures de l'Ukraine
M. Viacheslav Nehoda, premier vice-ministre du développement régional

Royaume

Uni : Lord Ahmad of Wimbledon, Parliamentary Under-Secretary of State for the Department for Communities and Local Government (sous-secrétaire d'État au ministère des communautés et du gouvernement local)